

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 19/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE Château Gautier

65, boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : IC-R/401/25-CD/SL
Code AIOT : 0005106547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement GURDEBEKE Château Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE Château Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent
- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent, qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts. Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

Le casier n°9 est en cours d'exploitation actuellement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 1	Demande d'action corrective	15 jours
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 7.1.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	prévention de la pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 2	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation de stockage de déchets non dangereux fait l'objet depuis plusieurs mois de plaintes d'odeurs. Une mise en demeure a été signée le 24 avril 2025 demandant à l'exploitant de prendre toutes dispositions pour exploiter son site sans être à l'origine d'émanations d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage.

L'inspection avait pour but de faire le point sur les actions mises en œuvre dans le cadre de cet arrêté préfectoral de mise en demeure.

Les travaux identifiés par une entreprise extérieure pour réduire les émissions olfactives ne sont pas achevés. L'exploitant a indiqué qu'ils devraient être finalisés sous un délai de 15 jours. Une nouvelle visite d'inspection sera réalisée. En cas de persistance des nuisances olfactives, une astreinte administrative sera proposée.

Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux de réfection de la clôture sous un délai d'un mois. La prochain visite d'inspection permettra de contrôler ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée : La société Gurdebeke exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Moulin sous Touvent est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 en prenant les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a réalisé des actions pour lutter contre l'émission de biogaz (mise sous cloche des têtes de puits de dégazage, installation d'une géomembrane et d'une couche d'argile sur l'ensemble des talus, diguette, ...). Cependant, une réunion en sous-préfecture avec les élus de la commune de Moulin sous Touvent, commune sur laquelle est située l'installation, et des communes concernées par les odeurs à savoir Carlepont, Tracy le Val et Tracy le Mont a permis de mettre en évidence que les odeurs de biogaz persistent. L'exploitant indique ne pas avoir fini la mise en œuvre de l'ensemble des travaux de lutte contre les émissions de biogaz, notamment la remise en état et l'amélioration du réseau de biogaz suite à l'étude d'audit sur le réseau de dégazage réalisée par la société Prodéval (cf point de contrôle n°2). Par suite, il est proposé de ne pas lever la mise en demeure en date du 24 avril 2025 dans l'attente de la mesure de l'efficacité des derniers travaux de lutte contre les émissions de biogaz restant à mettre en œuvre. En cas de poursuite d'émanations d'odeurs une fois les travaux achevés, une astreinte administrative sera proposée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective n°1 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments attestant de la réalisation des travaux sur le réseau de collecte de biogaz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée : Afin de répondre aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté, l'exploitant fait appel à un

organisme extérieur dont le choix est soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Cet organisme assiste l'exploitant dans la détermination des sources d'émissions et l'élaboration d'un plan d'actions. Ce plan d'actions est mis en œuvre sous le délai de 3 mois fixé à l'article 1 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a missionné la société Prodéval pour la réalisation d'une étude de détermination des sources d'émissions de biogaz sur le site du stockage de déchets non dangereux.

L'exploitant a remis à l'inspection des installations classées par mail en date du 30 juillet 2025 le rapport d'audit du réseau de dégazage du site de Moulin sous Touvent.

La société Prodéval a préconisé des actions d'amélioration du réseau de captation du biogaz émis par le site de stockage :

- débroussaillage autour des vannes de réglages et de prises d'échantillon. La visite de terrain a permis de vérifier que l'exploitant a débroussaillé autour des puits des casiers 1 à 6.

- éviter les buses en béton en présence de biogaz, privilégier les matières telles que du PEHD.

L'exploitant a indiqué avoir priorisé les travaux sur les zones à enjeux en termes d'émanations de biogaz identifiées lors des deux cartographies des zones d'émanation de biogaz réalisées par les sociétés Europoll et Veritas. Ces buses n'ont pas été identifiées comme source d'émanation par ces deux études. Ces travaux de remplacement seront faits dans un second temps à savoir avant la fin de l'année 2025.

- boucher les ravines en attendant que la couverture finale soit réalisée. La visite de terrain a permis de constater que l'exploitant a remis en état les couvertures provisoires des casiers. Les ravines n'existent plus.

- supprimer les flashs en modifiant le terrain pour faire une pente régulière ou avec des piquets sur rail pour casser les accumulations d'eau. La remise en état des couvertures provisoires vue au point précédent a permis d'éliminer les flashs avec une pente douce régulière.

- utiliser une vanne de réglage par puits et proscrire le scotch en utilisant des colliers tourillon de taille adaptée ainsi que des embouts cannelés. L'exploitant indique que ces points n'ont pas été considérés comme prioritaires puisque ne ressortant pas dans les cartographies des émanations d'odeurs. Ils seront par conséquent corrigés dans un second temps, une fois les travaux sur le réseau de biogaz réalisés à savoir avant la fin de l'année 2025.

- limiter la succession des antennes les uns des autres, vérifier les points bas et la gestion des condensats et vérifier l'étanchéité de la tête de puits sous cloches. L'exploitant va répondre à ce point en installant un nouveau collecteur de biogaz au niveau des casiers 7 et 8. Le collecteur principal actuel de ces deux derniers casiers est raccordé sur les collecteurs des anciens casiers, notamment le casier n°4. L'exploitant pense que les collecteurs de ces anciens casiers peuvent être écrasés par le jeu des tassements. L'installation du nouveau collecteur sur les casiers 7 et 8 viendra résoudre ce dysfonctionnement. Il sera raccordé directement sur le collecteur final qui chemine vers les chaudières de valorisation et la torchère. L'exploitant s'est engagé à réaliser ces travaux dans un délai de 15 jours.

- utiliser un tuyau souple de type Bergaspire plutôt que la gaine TPC et scotch pour le réseau de biogaz courant sur les couvertures provisoires. L'exploitant indique que ce point sera corrigé dans le cadre des travaux décrits au point ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée : La société Gurdebeke exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Moulin sous Touvent réalise sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une évaluation des risques sanitaires du site en s'appuyant sur le guide INERIS intitulé « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées » dans sa deuxième édition de septembre 2021. Cette évaluation est réalisée sur la base des données de l'étude de surveillance de la qualité de l'air ambiant sur et autour de l'ISDND (rapport EUROPOLL référencé R272_03_Château_Gautier_092024_A_V0). La société Gurdebeke adresse cette étude au Préfet dès sa réalisation.
Constats : L'exploitant a missionné la société Europoll pour réaliser une évaluation des risques sanitaires liés à la qualité de l'air ambiant sur et autour du site de stockage de déchets non dangereux. Elle a eu lieu du 27 mai au 10 juin 2025. Des capteurs de H ₂ S ont été placés sur le site et en dehors du site, dans les couloirs d'odeurs (en zone urbaine) en accord avec les élus des communes concernées de Carlepont, Tracy le Val et Tracy le Mont. Un total de 11 capteurs ont été installés pour une durée de 15 jours. La concentration en H ₂ S la plus élevée a été mesurée à l'extérieur du site sur la "Butte aux Zouaves" avec une valeur de 1,4 µg/m ³ . Pour comparaison, la concentration en ce même point était de 6,1 µg/m ³ lors de la première campagne de mesures en septembre 2024. Tous les autres points de mesures présentes des concentrations comprises entre 0,34 µg/m ³ et 0,53 µg/m ³ ce qui est de l'ordre du bruit de fond de l'air ambiant en H ₂ S. En termes de risques sanitaires, l'étude conclut comme suit : "Les quotients de danger individuels avec seuil pour l'H ₂ S sont tous inférieurs à 1. Ceci n'implique donc pas une situation sanitaire inquiétante au cours de conditions de stabilité atmosphériques normales pour la zone, avec cependant la présence d'un seul axe de vent dominant (Secteur Sud-est)".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'ensemble des installations de l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, sur une hauteur minimale de deux mètres (2 m). La clôture est positionnée à une

distance d'au moins 10 mètres de la zone à exploiter.
<p>Constats :</p> <p>La visite de terrain a permis de constater une non-continuité dans la clôture présente autour du site de stockage ainsi qu'à une dégradation des filets anti-envol.</p> <p>L'exploitant s'étant engagé à remettre la clôture et les filets en état dans un délai d'un mois, il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure sur ce point. Cependant, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments attestant de la réalisation des travaux de remise en état de la clôture (demande d'action corrective).</p> <p>Une inspection sera réalisée pour contrôler la mise en œuvre des actions correctives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°2</u> : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments attestant de la réalisation des travaux de remise en état de la clôture et des filets anti-envol.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois